

## Fiche 4.7

Un second canal de Suez : vitrine de la  
"nouvelle Egypte" ?



# Un second canal de Suez : vitrine de la « nouvelle Égypte » ?

Le 6 août 2015, les autorités égyptiennes ont inauguré un canal de Suez transformé. L'objectif premier est officiellement de relancer une économie exsangue depuis la révolution de 2011. Pourtant, cette infrastructure aux ambitions multiples peut-elle placer le pays sur la voie du renouveau ?

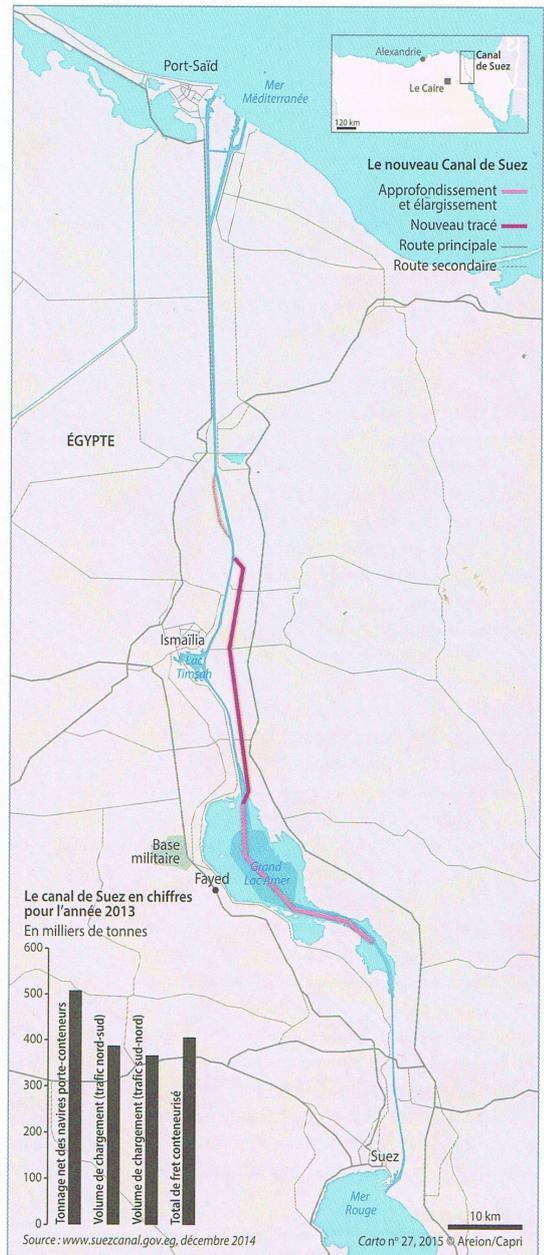
Cette transformation symbolise à elle seule les enjeux de la « nouvelle Égypte ». Il a fallu percer un canal parallèle au précédent sur 35 kilomètres et élargir le chenal existant sur une portion de 37 kilomètres (cf. carte). Ces travaux, réalisés en un temps record d'un an au lieu des cinq prévus initialement, permettent aux navires de se croiser, alors que les convois nord-sud étaient contraints d'attendre dans le Grand Lac Amer que ceux en provenance du sud se dirigent vers la Méditerranée. Car l'ancien canal, inauguré en 1869, souffrait de plusieurs handicaps : il n'est pas assez large (entre 205 et 225 mètres) et profond (24 mètres), obligeant les supertankers à vider leur cargaison de pétrole à l'entrée, puis à la recharger à l'autre extrémité, le brut ayant transité entre-temps par oléoduc. À l'heure de la concurrence internationale entre les voies maritimes, cette réalisation se veut le « pendant arabe » de l'extension du canal de Panama, inaugurée en juin 2016.

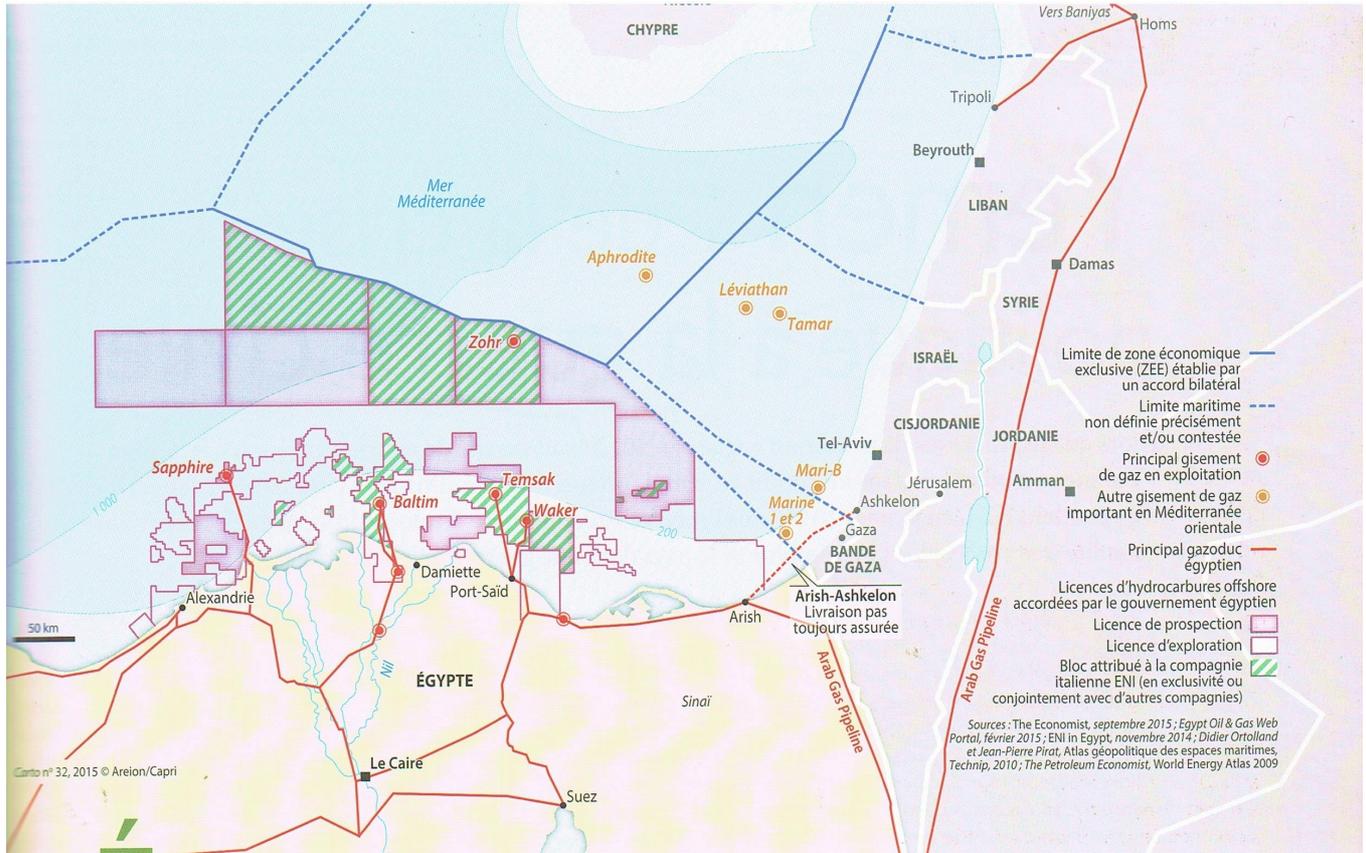
Le canal de Suez est une source de revenus considérables pour le pays (environ 5 milliards de dollars par an) depuis sa nationalisation en 1956. Avec l'élargissement, les autorités estiment que le trafic – 16 596 navires en 2013 – sera doublé, tout comme les droits de passage. Une vraie bouffée d'oxygène pour une économie exsangue après quatre années d'instabilité politique et affaiblie par la chute de sa fréquentation touristique (9,2 millions d'arrivées en 2013 contre 14,1 millions en 2010, soit une perte

de 6,5 milliards de dollars de recettes). Toutefois, certains s'interrogent sur la pertinence d'une telle infrastructure qui ne devrait réduire que de quelques heures le trajet des navires. Le contexte à la baisse du marché mondial du pétrole – le prix du baril est passé de 105 dollars en juin 2014 à 37 au 1<sup>er</sup> janvier 2016 – et la réorientation des échanges par oléoducs entre les foyers de production et de consommation ne légitiment pas nécessairement cette ambitieuse transformation. De plus, la région demeure instable avec la piraterie dans le golfe d'Aden et le terrorisme dans le Sinaï.

Mais l'objectif est ailleurs. Pour le président Abdel Fattah al-Sissi, élu en mai 2014, la perspective est de nature politique. Il s'agit pour lui de s'emparer du symbole le plus fort du nationalisme égyptien afin de lancer la reconstruction du pays. Dans une posture qui rappelle celle de Gamal Abdel Nasser (1954-1970), il entretient l'image d'un nouveau « père » de la nation, traçant la voie vers un avenir plus radieux et moderne, tout en mobilisant son peuple. Car le nouveau canal, qui doit selon les autorités créer un million d'emplois, est celui de tous les Égyptiens. Le financement a en partie été assuré par souscription nationale au moyen de certificats d'investissements. Il a toutefois fallu faire appel aux étrangers, notamment les monarchies du Golfe, pour terminer ce chantier pharaonique. Reste à présent à en tirer profit. ●

É. JANIN





# L'Égypte, puissance gazière en Méditerranée ?

**L**e 30 août 2015, la compagnie italienne ENI a annoncé la découverte, au large de l'Égypte, du plus grand gisement de gaz naturel en mer Méditerranée, bouleversant la situation énergétique régionale (cf. carte). C'est à près de 200 kilomètres des côtes et à 1450 mètres de profondeur que « Zohr » a été identifié. Ses réserves sont estimées à 850 milliards de mètres cubes de gaz, répartis sur une surface sous-marine de 100 kilomètres carrés, détrônant « Léviathan », en Israël, et ses 540 milliards à 650 milliards de mètres cubes. La découverte est d'envergure, certes, mais ne permet pas à l'Égypte de rivaliser avec les géants gaziers que sont l'Iran (34 000 milliards de mètres cubes en 2014), la Russie (32 600 milliards) et le Qatar (24 500 milliards) dont les ressources représentent près de la moitié des réserves mondiales. Pour autant, « Zohr » est une aubaine pour le pays arabe, dont la consommation en gaz naturel ne cesse d'augmenter (+7% chaque année entre 2004

et 2013), alors que la production décline depuis 2009 (-5% entre 2012 et 2013). C'est dans ce contexte de déséquilibre entre l'offre et la demande que les quantités de gaz égyptien livrées aux voisins, dans le cadre de contrats d'exportation signés au début des années 2000, n'ont cessé de diminuer, passant de 18 millions de mètres cubes en 2009 à 5 millions en 2013. De même, les coupures de courant sont devenues fréquentes dans de grandes villes du pays, faute de gaz pour assurer la production d'électricité. Aussi, l'Égypte a-t-elle commencé à importer du gaz liquide en 2015. L'instabilité politique et sécuritaire depuis la chute de Hosni Moubarak (1981-2011), mais également les prix de rachat du gaz par le gouvernement égyptien, jugés trop faibles par les opérateurs étrangers, ont participé à la détérioration de la situation énergétique du pays. L'exploitation de « Zohr » pourrait sonner la fin de cette période tendue puisque ENI estime que ces ressources assureront la consommation

égyptienne en gaz pendant des décennies. La présence de ce gisement modifie aussi la situation énergétique de la région. Depuis 2009 et la découverte de « Tamar » (250 milliards de mètres cubes), le premier site d'envergure en Méditerranée orientale, Israël s'est imposé comme un acteur incontournable. Jordaniens et Palestiniens ont signé des accords avec l'État hébreu, tandis que Chypre et la Grèce l'envisagent. Un traité est également en cours de validation pour la vente de gaz israélien à... l'Égypte ! L'alternative que constitue désormais Le Caire pourrait être préjudiciable pour les contrats d'exportation d'Israël, soit pour des motifs politiques (parce qu'une partie de l'opinion publique régionale est hostile à l'État hébreu), soit en raison des prix plus attractifs que pourrait proposer l'Égypte. Celle-ci dispose en outre des infrastructures pour exporter du gaz naturel à travers l'Arab Gas Pipeline, mais également vers d'autres continents grâce à des usines de liquéfaction. ● **D. AMSELLEM**

